

Madagascar et le credo d'Andry Rajoelina

L'Express.fr - Vincent Huguex - 08/12/2011

De passage à Paris, où il a été reçu par Nicolas Sarkozy, le président de l'autorité de transition esquisse les contours d'une "sortie de crise" maintes fois promises, et jusqu'alors toujours différées aux calendes malgaches.

Reçu hier à l'Élysée par Nicolas Sarkozy "en qualité de chef d'État" -il y tient-, le président de la Haute Autorité de la Transition (HAT), [Andry Rajoelina](#), a tenu ce jeudi matin à Paris une conférence de presse. L'occasion pour l'ancien maire d'Antananarivo, âgé de 37 ans, d'évoquer toutes les facettes de la profonde crise ouverte en mars 2009 sur la Grande Ile au lendemain de l'[éviction de Marc Ravalomanana](#). Cette visite a, selon Rajoelina et son entourage, valeur de reconnaissance par un partenaire, la France, qui voilà deux ans attribuait encore à un "coup d'État" son arrivée au pouvoir avec le concours de l'armée.

"Feuille de route" pour le retour à l'ordre constitutionnel

Elle intervient d'ailleurs à un moment crucial. Le 17 septembre, la plupart des partis politiques malgaches ont signé avec les médiateurs de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), une "feuille de route" censée baliser le retour à l'ordre constitutionnel. Deux mois plus tard, d'après marchandages accouchaient dans la douleur d'un "gouvernement d'union nationale" présidé par le diplomate Omer Beriziky, et ce trois jours avant le retour de l'ancien président Didier Ratsiraka au terme d'un long exil sur les bords de Seine. Mais puisqu'il est dit que rien n'est jamais simple sur cet échiquier, la mouvance de "l'Amiral rouge" refuse de parapher la *road map* malgache et de participer au cabinet Beriziky. A la différence des partisans de Ravalomanana, lequel ronge son frein en Afrique du Sud... Lémurien échaudé craint l'eau froide: tout au long des 30 mois écoulés, tant d'accords ou d'échéanciers ont avorté avant même que sèche l'encre des signatures -pour peu qu'il y eut signatures- que la circonspection reste de mise. Il n'empêche : le pire n'étant pas toujours sûr ici-bas, un tour d'horizon des percées et des embûches s'impose. Verbatim et décryptage.



Andry Rajoelina à Paris, le 8 décembre.

Sur la tenue d'élections générales, notamment de la présidentielle. "La transition doit se terminer au plus tard en décembre 2012. Notre Code électoral précise que le scrutin doit avoir lieu entre le 30 avril et le 30 novembre de la même année. Notre désir est qu'il intervienne le plus tôt possible. "Mais encore ?" La date sera fixée par les Nations unies et la Commission électorale indépendante, en cours de reconstitution, avec le concours de l'Organisation internationale de la Francophonie. Je souhaite que l'on vote dès le début de la période de référence, en mai."

Sur son éventuelle candidature : "Ma mission est de mettre en œuvre la feuille de route. Quelle que soit ma décision, j'en réserverai l'annonce au peuple malgache, au moment voulu." C'est à dire ? "Lorsque la date du scrutin aura été arrêtée. Si je suis sûr de réussir à remettre Madagascar sur les rails, ce sera oui. Sinon, je choisirai un autre chemin."

Dans la vulgate politique universelle, voilà qui ressemble à s'y méprendre à un acte de candidature différé. On prend donc les paris : "Andry-TGV" -surnom que lui valurent ses ardeurs de jeune homme pressé- brûle d'y aller...

Sur le sort de Marc Ravalomanana, condamné *in absentia* à la réclusion à perpétuité pour un carnage commis par sa Garde présidentielle (36 tués): "Je m'en remets à la décision de la SADC et à sa sagesse. Insister pour son retour au pays aurait de graves conséquences. Je suis un démocrate, un homme de paix et de consensus. Je n'ai pas hésité une seconde à avaliser le retour de Didier Ratsiraka. Mais s'agissant de

Marc Ravalomanana, c'est une autre histoire. Les plaies sont encore fraîches. Personne chez nous n'est prêt à oublier ses méfaits. Ni aujourd'hui, ni demain. Peut-être après-demain. Chaque chose en son temps. Je suis pour la réconciliation et le pardon, pas pour l'impunité. Ce sera à la justice de trancher. Une amnistie ? Partout, les crimes de guerre et crimes de sang en sont exclus."

A l'évidence, le patron de la HAT s'opposera avec la dernière énergie au retour sur l'île Rouge de son prédécesseur et ennemi intime. D'autant qu'il sait la hiérarchie militaire malgache, à laquelle il doit en partie son fauteuil, farouchement hostile à ce scénario. Lorsqu'on lui fait remarquer que Ratsiraka a été -lui aussi- condamné à deux reprises par contumace aux travaux forcés, il répond ceci: " Il est toujours condamné. Si j'ai adopté le pardon, celui-ci n'efface pas les peines. Mais vu son âge -75 ans-, on ne peut quand même pas l'incarcérer. J'estime que la tradition malgache du respect des aînés doit prévaloir." Deux poids, deux mesures ?

Sur l'offre de "conférence au sommet" de Didier Ratsiraka: "Sa mouvance n'a pas signé la feuille de route. S'agissant du gouvernement, il n'a donc pas son mot à dire. Si je refuse une telle conférence, c'est qu'elle vise à faire diversion, à détourner les regards. Rencontrer l'ancien président? Il semble très occupé à recevoir ses fidèles et ses amis. Et il s'apprête à repartir pour la France. Bref, on risque de se croiser dans le ciel."

Il faudra bien, pour sceller une véritable "union nationale" que le TGV des hauts plateaux et le côtier, ancien de l'Ecole navale de Brest, se retrouvent un jour sur la terre de leurs ancêtres...

Source : http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/madagascar-et-le-credo-d-andry-rajoelina_1059474.html